

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
2 février 2012
Français
Original : anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 2^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 3 octobre 2011, à 15 heures

Présidente : M^{me} Miculescu (Roumanie)**Sommaire**

Point 56 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes
communiqués en application de l'alinéa e de l'article 73 de la Charte des Nations
Unies**

Point 57 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables
aux intérêts des peuples des territoires non autonomes**

Point 58 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées
et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies**

Point 59 de l'ordre du jour : Moyens d'étude et de formation offerts par les États
Membres aux habitants des territoires non autonomes**

Point 60 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*Territoires non traités
dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour*)**

Demandes d'audition

* Nouveau tirage pour raisons techniques (31 janvier 2012).

** Questions que la Commission a décidé d'examiner conjointement.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un
membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de
la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau
DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour
chaque commission.



La séance est ouverte à 15h 05.

Point 56 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en application de l'alinéa e de l'article 73 de la Charte des Nations Unies [A/66/23 (chapitres VII et XII) et A/66/65 et Add.1]

Point 57 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes [A/66/23 (chapitres V et XII)]

Point 58 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies [(A/66/23 (chapitres VI et XII) et A/66/63]

Point 59 de l'ordre du jour : Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes (A/66/68 et Add.1)

Point 60 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*Territoires non traités dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour*) (A/66/23 (chapitres VIII, IX, X, XI et XII) et A/66/260)

1. **M. Ja'afari** (République arabe syrienne), qui s'exprime en tant que Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, présente le rapport du Comité spécial (A/66/23). Ce document examine divers aspects des travaux du Comité spécial en 2011, ainsi que les projets d'activités; M. Ja'afari fait également un compte rendu du séminaire régional de 2011 pour les Caraïbes, qui s'est tenu à Saint-Vincent-et-les Grenadines; le délégué syrien met en lumière quelques thèmes spécifiques et certaines situations particulières (chapitres II à XI du rapport); enfin, au chapitre XII, le Rapporteur conclut par des recommandations adressées à l'Assemblée générale, sous forme d'un ensemble de projets de résolution, au sujet des territoires en question.

2. M. Ja'afari attire également l'attention sur un certain nombre de propositions de révision du projet de

résolution VI, intitulé « Questions des territoires non autonomes d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et des Samoa américaines »; les propositions en question visent à refléter l'évolution récente de la situation dans ces territoires. Concernant la partie B, section I – relative aux Samoa américaines –, il est proposé l'ajout d'un nouveau paragraphe (6), qui serait ainsi formulé : « Se félicite de l'invitation faite en 2011 aux Samoa américaines d'assumer le rôle d'« Observateur du Forum des îles du Pacifique ». Concernant la partie B, section VI, qui porte sur Guam, il est proposé l'ajout d'un nouveau paragraphe 5), ainsi formulé : « Se félicite de l'invitation faite, en 2011, à Guam, de jouer le rôle d'« Observateur du Forum des îles du Pacifique ». En ce qui concerne la partie B, section VII, qui porte sur Montserrat, il est proposé de supprimer le mot « later » (version anglaise) du quatrième paragraphe du préambule, ainsi que, dans ce même paragraphe, la formule « de manière que la Constitution puisse entrer en vigueur dans le courant de 2011 ». Enfin, concernant la partie B, section X, qui porte sur les îles Turques et Caïques, la périphrase « avant l'adoption d'une nouvelle Constitution pour le territoire » devrait être ajoutée à la fin du cinquième paragraphe du préambule, et le paragraphe 1 devrait être modifié comme suit : « *Prend note avec une extrême préoccupation* de la situation qui règne actuellement dans les îles Turques et Caïques, et prend note, également, des efforts déployés par la Puissance administrante pour rétablir une bonne gouvernance, notamment par l'adoption d'une nouvelle Constitution, en 2011, et une saine gestion financière dans le territoire ».

3. **M. Núñez Mosquera** (Cuba), qui s'exprime en tant que Président en exercice du Comité spécial de la décolonisation, déclare qu'il y a encore de nombreux territoires non autonomes, et qu'il faut progresser de toute urgence sur le cas de chacun d'entre eux. Dans le contexte de la Troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, la Commission devrait aller au-delà du simple rappel de son engagement vis-à-vis de la décolonisation, et agir concrètement, sur la base d'un dialogue constructif. Le plan d'action lié à cette Troisième Décennie définit très clairement le rôle de chaque acteur concerné. Depuis la proclamation de la Première Décennie de l'élimination du colonialisme, seul le territoire du Timor-Leste a été décolonisé. Au

cours de la Deuxième Décennie, deux référendums sur l'autodétermination ont été organisés aux Tokelau; dans ce contexte, la coopération étroite entre la Commission et la Nouvelle-Zélande constitue un excellent exemple, dont il convient de s'inspirer. Des relations et un dialogue effectifs avec les Puissances administrantes sont indispensables si l'on souhaite régler de manière constructive les questions de décolonisation en suspens, et appliquer intégralement la Déclaration.

4. Le Comité spécial a étudié la question de l'envoi de missions dans les territoires non autonomes, et un certain nombre de propositions constructives ont été avancées à ce sujet – notamment dans le cadre du séminaire régional pour les Caraïbes. Ce séminaire a recommandé – entre autres éléments – le maintien et l'entretien, par différents moyens, de relations actives entre le Comité spécial et les Puissances administrantes; le séminaire régional pour les Caraïbes a également recommandé le renforcement des relations entre les territoires non autonomes – notamment par la mise en place d'un réseau les reliant entre eux, dans l'esprit du dialogue Sud-Sud. La réunion de 2011 de l'« Inter-Virgin Islands Council » (Conseil des relations entre les îles Vierges), qui s'est tenue pour la première fois au niveau des chefs de gouvernement des territoires, pourrait constituer un exemple à suivre pour d'autres territoires non autonomes. Le Comité spécial continuera à rechercher la coopération des Puissances administrantes en vue de faciliter les visites de représentants des Nations Unies et autres missions spéciales. Le Comité spécial continuera également à étudier la possibilité d'associer ces missions à des séminaires régionaux – et ce, afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles.

5. M. Núñez Mosquera ajoute qu'il est essentiel d'aider les territoires non autonomes, car ces derniers subissent les effets négatifs de certains facteurs socioéconomiques et environnementaux. Le phénomène du changement climatique, par exemple, exige une importante coopération au niveau international; mais, dans ce contexte, le rôle des organisations régionales et sous-régionales ne doit pas être sous-estimé. À cet égard, on doit se féliciter du fait que les Samoa américaines et Guam aient obtenu récemment le statut d'observateur au Forum des îles du Pacifique.

6. Des efforts conjoints et coordonnés sont essentiels si l'on souhaite promouvoir la cause de la

décolonisation; le Comité spécial continuera à jouer un rôle moteur pour faciliter la coopération requise et faire avancer les processus de décolonisation dans le cadre de la Troisième Décennie internationale. Dans ce contexte, M. Núñez Mosquera salue le rôle du Département de l'information et du Groupe de la décolonisation du Département des affaires politiques en ce qui concerne l'actualisation et le développement du site Internet du Département des affaires politiques relatif aux questions de décolonisation.

7. La nature des travaux à accomplir au cours de la Troisième décennie internationale reflète la nécessité de soutenir de toute urgence les peuples des territoires non autonomes, afin que ces derniers accèdent à l'autonomie, conformément à la Charte des Nations Unies. La Quatrième Commission doit répondre aux attentes des peuples en question en relançant les processus de décolonisation, qui ont nettement marqué le pas récemment.

8. **M. Abdelaziz** (Égypte), qui s'exprime au nom du Mouvement des pays non alignés – pour lequel la décolonisation et le droit fondamental à l'autodétermination ont toujours été des priorités absolues –, déclare que toute forme de colonialisme – y compris l'exploitation économique – est contraire aux principes des Nations Unies. Par conséquent, on peut déplorer qu'il faille encore lutter pour l'élimination du colonialisme.

9. Le délégué égyptien souligne l'importance des recommandations contenues dans le Document final du Quinzième Sommet des Chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés – conférence qui s'est tenue à Charm el-Cheikh, en Égypte –, ainsi que dans le Document final de la Seizième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à Bali, en Indonésie; parmi ces recommandations, il faut noter le nouvel appel lancé aux États Membres des Nations Unies en vue d'accélérer les processus de décolonisation et d'éliminer totalement le colonialisme. Dans ce contexte, le Mouvement des pays non alignés considère que la déclaration de la Troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme enverra le message qui convient.

10. Le Mouvement des pays non alignés demande instamment à toutes les puissances administrantes d'indemniser totalement et de manière équitable les peuples des territoires qu'elles ont administrés, au vu

des conséquences économiques, sociales et culturelles qu'a pu avoir l'occupation des territoires en question. De plus, les Nations Unies doivent s'assurer du fait que les activités économiques et autres des puissances administrantes des territoires non autonomes n'aient pas été contraires aux intérêts des peuples de ces territoires, et qu'elles en aient plutôt favorisé le développement; l'action des puissances administrantes doit également avoir aidé les territoires en question à progresser dans le sens de l'autodétermination, mais aussi de la préservation de l'identité culturelle et du patrimoine de ces territoires.

11. Soutenant avec force les travaux du Comité spécial, le Mouvement des pays non alignés demande instamment aux puissances administrantes de coopérer avec ce comité.

12. La position du Mouvement des pays non alignés au sujet de Porto Rico reste inchangée : elle a été de nouveau soulignée dans le Document final de la Seizième Conférence ministérielle.

13. Il conviendrait de déployer des efforts encore plus importants afin de garantir le droit à l'autodétermination à tous les peuples – y compris le peuple palestinien, privé depuis plusieurs décennies de son droit inaliénable à un État indépendant, viable et souverain, sur la base du principe de deux États voisins dans cette région, et conformément aux résolutions internationales pertinentes.

14. **M. Errázuriz** (Chili), qui prend la parole au nom du Groupe de Rio, déclare qu'à l'occasion du quinzième anniversaire du Comité spécial de la décolonisation, il importe de garantir à tous les peuples l'exercice de leur droit inaliénable à l'autodétermination. Si les Nations Unies ont déjà permis à de nombreux peuples d'acquérir l'indépendance, le fait qu'il subsiste encore 16 territoires non autonomes sur la liste de l'ONU montre bien que le processus de décolonisation n'est pas achevé. Dans le contexte de la Troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, M. Errázuriz réaffirme l'engagement du Groupe de Rio dans cette direction, et demande aux puissances administrantes de prendre les mesures nécessaires à la décolonisation de tous les territoires encore non autonomes, en tenant compte de la spécificité de chacun d'entre eux. Le délégué chilien demande également aux puissances administrantes de coopérer avec le Comité et de communiquer les renseignements nécessaires, en application de l'alinéa e de l'article 73 de la Charte des Nations Unies.

15. Le Groupe de Rio soutient l'action du Département de l'information, visant à diffuser des informations au sujet de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; le Groupe de Rio demande instamment au Département de l'information de redoubler d'efforts dans ce contexte. D'autre part, le Groupe de Rio se félicite de l'actualisation du site Internet relatif à la décolonisation.

16. Le Groupe de Rio réaffirme son soutien très marqué concernant les droits légitimes de l'Argentine dans le conflit de souveraineté qui oppose ce pays au Royaume-Uni au sujet des îles Malouines, des îles de Géorgie du Sud, des îles Sandwich du Sud et des zones maritimes environnantes. Les gouvernements argentin et britannique doivent reprendre leurs négociations en vue d'un règlement pacifique et durable de ce conflit, conformément aux résolutions pertinentes et aux déclarations de l'Assemblée générale, de l'Organisation des États américains et d'autres forums et organisations; ce règlement doit se faire dans les meilleurs délais, sur la base du principe d'intégrité territoriale. Le Groupe de Rio réaffirme son soutien à la Déclaration et au Communiqué spécial concernant la question des Malouines et l'exploration d'énergies fossiles sur le plateau continental – déclaration et communiqué adoptés par les Chefs d'État et de Gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis au « Sommet de l'Unité », à Mexico, les 22 et 23 février 2010. Le Groupe de Rio s'oppose aux activités militaires du Royaume-Uni dans les îles Malouines – activités contraires à la politique de la région, qui vise en permanence à un règlement pacifique de la question des Malouines; dans ce contexte, le Groupe de Rio rappelle sa déclaration sur le sujet, publiée le 15 octobre 2010 à Santiago du Chili.

17. Ces 14 dernières années, le Comité spécial de la décolonisation a adopté de nombreuses résolutions et décisions au sujet de Porto Rico, afin de réaffirmer le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance, et de rappeler que Porto Rico est une nation qui appartient à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Par conséquent, le délégué chilien demande à l'Assemblée générale d'examiner tous les aspects de la question de Porto Rico.

18. Par ailleurs, il conviendrait de prendre des mesures afin de favoriser une croissance durable et équilibrée dans les petits territoires insulaires des

Caraïbes et du Pacifique, et de leur permettre d'exercer leur droit à l'autodétermination. Il faut également accorder une attention toute particulière aux problèmes graves qui touchent ces territoires – notamment la réduction rapide des sols en raison de la montée du niveau de la mer, des changements climatiques, des ouragans, des éruptions volcaniques et autres catastrophes naturelles.

19. En ce qui concerne le Sahara occidental, le Groupe de Rio affirme son soutien aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité; le Groupe réaffirme la résolution 65/112 de l'Assemblée générale, et rappelle que, conformément à cette résolution, il continue à soutenir les efforts du Secrétaire général des Nations Unies et de son Envoyé personnel pour le Sahara occidental dans le sens d'un règlement politique équitable, durable, acceptable par les deux parties, et devant conduire à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, sur la base d'accords compatibles avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies, de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et d'autres résolutions pertinentes.

20. Dans ce contexte, sur la base des quatre cycles de négociations et des conversations informelles qui ont eu lieu, le Groupe de Rio espère que ces initiatives conduiront à des négociations encore plus importantes et intensives, dans le cadre du droit international, et sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU et de son Envoyé personnel. Le Groupe de Rio se félicite de l'accord des deux parties, rendu public dans le communiqué de l'Envoyé personnel du Secrétaire général en date du 18 mars 2008. Le Groupe attend avec intérêt l'organisation de visites familiales par voie terrestre, ainsi que la poursuite du programme de visites par voie aérienne; enfin, le Groupe de Rio encourage toutes les parties à coopérer avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés en vue de l'application de l'accord en question.

21. **M^{me} Silveira** (Uruguay), qui s'exprime au nom du Marché commun du Sud (MERCOSUR), de l'État partie au processus d'adhésion (la République bolivarienne du Venezuela), et des États associés que sont l'État plurinational de Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, souhaite réaffirmer le soutien de tous ces pays aux droits légitimes de la République argentine sur les Malouines, les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes. Ce soutien avait déjà été

exprimé dans les Déclarations présidentielles publiées à Potrero de los Funes, en Argentine, en 1996, et à Asunción, au Paraguay, en 1999 – déclarations réaffirmées dans le Communiqué conjoint des Présidents des États parties au MERCOSUR et des États associés (communiqué adopté le 29 juin 2011, lors de la quarante et unième Réunion du Conseil du Marché commun des pays du Sud). Ce communiqué faisait également observer que l'adoption de mesures unilatérales était incompatible avec les décisions des Nations Unies, et qu'il était de l'intérêt de l'ensemble de la région de résoudre dans les meilleurs délais le conflit sur la « souveraineté prolongée », conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux déclarations de l'Organisation des États américains, du MERCOSUR, de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et autres forums régionaux et multilatéraux.

22. Ce même communiqué faisait encore observer que, dans le cadre des accords internationaux en vigueur, les États en question avaient décidé d'informer le gouvernement argentin de tout mouvement de navires ou autres moyens de transport maritime en direction des îles Malouines, des îles de Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud – bateaux pouvant transporter des matériaux utilisables dans le cadre d'activités illégales liées à des hydrocarbures et/ou à des produits miniers, sur le plateau continental argentin; toujours dans ce communiqué, les États en question s'engageaient également à adopter – en accord avec le droit international et leur législation nationale – un ensemble de mesures de régulation en vue d'interdire l'entrée dans leurs ports de navires portant le pavillon illégal des Malouines. Le communiqué en question soutenait aussi la requête des Chefs d'État et de gouvernement des pays de l'UNASUR auprès du Secrétaire général des Nations Unies, demandant à ce dernier de déployer de nouveaux efforts, conformément à la mission de bons offices qui lui a été confiée par l'Assemblée générale dans le cadre de plusieurs résolutions successives : cette mission vise à la reprise de négociations en vue d'un règlement pacifique, dans les meilleurs délais, du différend concernant les Malouines. Enfin, le communiqué conjoint des Présidents des États parties au MERCOSUR réaffirmait que l'insertion des Malouines, des îles de Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud dans la liste de pays et territoires couverts par la quatrième Partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne était

incompatible avec la persistance d'un conflit de souveraineté.

23. Parallèlement, les Présidents des pays en question avaient adopté une déclaration spéciale dans laquelle ils rejetaient les annonces du ministre britannique de la Défense concernant le déploiement d'avions de combat et de forces navales dans le secteur des îles Malouines. Par ces annonces officielles, le Royaume-Uni continue à ne tenir aucun compte des appels répétés de la communauté internationale en faveur de négociations avec l'Argentine et d'un règlement du conflit de souveraineté – la position du Royaume-Uni étant contraire à la volonté très marquée des dirigeants argentins et de l'ensemble de la région de rechercher un règlement pacifique.

24. En 1833, le gouvernement britannique de l'époque a expulsé la population argentine des îles Malouines, des îles de Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud, et l'a intégrée à une population britannique locale, qui n'entrait pas dans la catégorie des « peuples dominés », telle qu'elle a été définie dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Dès lors, toutes ces îles devenaient un territoire colonial sans population colonisée! Les résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25 de l'Assemblée générale, et les déclarations du Comité spécial de la décolonisation entre 1964 et 2011, ont établi que la question des Malouines correspondait à une situation coloniale très particulière, opposant la République d'Argentine au Royaume-Uni, et que le seul moyen de mettre un terme à ce conflit était la recherche d'un règlement pacifique par la négociation. Le MERCOSUR et les États qui y sont associés se sont opposés à la prospection, par le Royaume-Uni, sur le plateau continental argentin, de ressources naturelles non renouvelables, en faisant valoir qu'il y avait là une violation de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale : cette résolution a demandé aux deux parties de s'abstenir de toute décision susceptible de modifier la situation de manière unilatérale, alors que les Malouines faisaient l'objet du processus recommandé par l'Assemblée générale. Les pays du MERCOSUR ont également refusé que le Royaume-Uni se livre à des exercices militaires tels que le lancement de missiles depuis le territoire des Malouines – opération qui constitue une violation de la résolution 31/49, empêche l'application intégrale des normes de sécurité maritime établies par l'Organisation maritime

internationale, et contrarie la politique visant à un règlement pacifique du conflit territorial en question.

25. Depuis près de 50 ans, l'appel lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur du règlement de la situation coloniale des îles Malouines n'a aucun effet. Le MERCOSUR et les États qui y sont associés réaffirment leur souhait d'une reprise rapide des négociations entre la République d'Argentine et le Royaume-Uni, en accord avec le mandat de la communauté internationale, défini par un ensemble de résolutions des Nations Unies.

26. **M. Ramafole** (Lesotho) déclare qu'avec le concours de la communauté internationale, le Lesotho a éliminé l'hégémonie coloniale en 1966. Par conséquent, la délégation du Lesotho attache une grande importance aux travaux des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation. Des progrès considérables ont été accomplis; mais il subsiste 16 territoires non autonomes; d'autre part, au cours de la Deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, seul le territoire du Timor-Leste a accédé à l'indépendance. La Troisième Décennie internationale devrait être l'occasion de mettre en lumière les difficultés rencontrées au cours des précédentes décennies et de faire évoluer la situation sur la base de l'acquis. Il faut déployer tous les efforts possibles dans le sens de l'application des nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la décolonisation.

27. La Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a été mise en place en 1991 en vue de faciliter l'accession de ce territoire à l'indépendance et à la souveraineté. Et pourtant, le Sahara occidental est encore une colonie, à ce jour. Les négociations informelles de juillet 2010 et juin 2011 n'ont pas permis de progresser de manière significative au sujet des principaux problèmes qui se posent dans cette région. C'est la raison pour laquelle le délégué du Lesotho demande instamment aux parties concernées d'entamer sans délai des négociations officielles.

28. Le Comité spécial a été un instrument au service de la décolonisation, mais n'a pas été en mesure de réaliser tout son potentiel dans ce domaine. Le Comité devrait se voir attribuer des moyens suffisants dans le cadre du budget ordinaire, afin de pouvoir se rendre en visite dans autant de territoires qu'il le souhaite, et d'y délivrer son message. De plus, le Comité spécial

devrait imaginer des solutions adaptées à chacun des territoires non autonomes, en fonction de ses spécificités.

29. La coopération des puissances administrantes et de l'ensemble des acteurs concernés est essentielle si l'on veut que les efforts dans le sens de la disparition du colonialisme soient couronnés de succès. Par conséquent, la délégation du Lesotho demande instamment aux puissances administrantes de réaffirmer leur volonté politique de mettre un terme au colonialisme et leur engagement sincère dans un processus de négociations.

30. Le Département de l'information devrait contribuer à la promotion des objectifs de la Déclaration et à la diffusion, auprès des populations locales, d'informations sur les différentes options politiques possibles. À cet effet, le Département de l'information doit être correctement financé.

31. Le colonialisme, synonyme d'exploitation et de servitude, n'a plus sa place au XXI^e siècle. Par conséquent, la communauté internationale devrait développer son action dans le sens de l'élimination du colonialisme.

32. **M. Diallo** (Sénégal) déclare qu'en 2010, lors du cinquantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur la décolonisation, la communauté internationale a formulé l'espoir d'une accélération du processus d'élimination du colonialisme. Cependant, aucun territoire n'a été décolonisé depuis la décolonisation du Timor-Leste, en 2002. Aujourd'hui, à l'aube de la Troisième Décennie de l'élimination du colonialisme, la voie de l'autodétermination est souvent obstruée par les puissances administrantes – et ce, en dépit de l'engagement officiel de ces dernières vis-à-vis des principes d'autodétermination, d'indépendance et d'égalité raciale. Par conséquent, le Comité doit veiller à ce que les puissances administrantes respectent leurs obligations en matière de décolonisation. La délégation sénégalaise soutient les recommandations contenues dans le rapport du Comité spécial, et qui visent à faire progresser les 16 territoires encore non autonomes dans le sens de l'autodétermination, conformément à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale – les 16 territoires en question représentant environ 2 millions de personnes.

33. Il est grand temps d'éliminer les derniers vestiges du colonialisme en Afrique – notamment en réglant la question du Sahara occidental. Le Sénégal souhaite

renforcer les relations d'amitié entre tous les pays du Maghreb et du continent africain dans son ensemble. Il est impératif de décourager toutes les formes de séparatisme et d'empêcher le délitement du tissu social maghrébin. Le Sénégal est favorable à la proposition du Maroc d'accorder une large autonomie au Sahara occidental dans le cadre de la souveraineté du Royaume du Maroc. Cette proposition réaliste et raisonnable offre les meilleures perspectives d'un règlement politique équitable, durable et acceptable par toutes les parties. Par conséquent, la délégation du Sénégal soutient l'action louable du Secrétaire général et de son Envoyé personnel visant à un règlement du conflit. De plus, en tant que garant de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité devrait s'engager davantage vis-à-vis de différents aspects du problème.

34. **M. Bamba** (Côte d'Ivoire) déclare que le gouvernement ivoirien entretient de bonnes relations avec les deux parties au conflit du Sahara occidental, et se félicite de l'initiative du Maroc visant à négocier un statut d'autonomie pour la région du Sahara, sur la base d'une authentique volonté de parvenir à une solution réaliste. M. Bamba demande instamment aux deux parties d'entamer des négociations directes, sous l'égide des Nations Unies, afin de renforcer la confiance mutuelle.

35. La Côte d'Ivoire s'est engagée dans le sens de la paix et de la sécurité sur l'ensemble du continent africain, ainsi que du renforcement des relations d'amitié entre tous les pays et tous les peuples africains. Par conséquent, la Côte d'Ivoire soutient l'action de l'Envoyé personnel du Secrétaire général visant à faire progresser les négociations. Le statu quo ne profite à personne. Dès lors, les parties au conflit doivent absolument faire les compromis nécessaires pour surmonter les divergences et poser les fondations d'un dialogue constructif sur les aspects les plus importants.

36. **M. Limeres** (Argentine) déclare que le mois de novembre 2011 va marquer le cinquantième anniversaire de la création du Comité spécial de la décolonisation; cet anniversaire et le fait que l'on soit à la veille de la Troisième Décennie de l'élimination du colonialisme devraient encourager les Nations Unies à redoubler d'efforts dans le sens de la promotion des processus de décolonisation – auxquels l'Argentine est totalement favorable. Cependant, le fait qu'il subsiste des exemples de colonialisme – sous différentes formes

– montre qu'il y a là une violation criminelle de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration sur la décolonisation et des principes de droit international inscrits dans la résolution 2621 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

37. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale établit clairement qu'il y a plusieurs formes de colonialisme, et définit deux principes, applicables aux différentes situations existantes : le principe d'autodétermination et celui de l'intégrité territoriale. L'Argentine a toujours été un fervent défenseur du droit des peuples à l'autodétermination. Par conséquent, le gouvernement argentin ne saurait approuver le fait qu'il soit porté atteinte au principe d'autodétermination à travers la persistance d'un conflit colonial anachronique, qui constitue une violation de l'intégrité territoriale de l'Argentine depuis 1833. L'Argentine est très préoccupée par ce conflit de souveraineté qui l'oppose au Royaume-Uni au sujet des Malouines, des îles de Géorgie du Sud, des îles Sandwich du Sud et des zones maritimes environnantes. Plusieurs résolutions successives de l'Assemblée générale et du Comité spécial ont reconnu la situation coloniale très particulière de ces îles; les autorités argentines considèrent qu'il faut mettre un terme à cette situation - par des négociations entre les deux parties, dans l'intérêt des populations des îles en question. Cette situation a été jugée « coloniale » bien que les habitants de ces îles de l'Atlantique Sud ne soient pas littéralement soumis à une puissance coloniale, et qu'ils soient des sujets britanniques, dont le statut n'a pas évolué depuis qu'ils habitent cette région; par conséquent, on peut parler de « situation coloniale » sans qu'il y ait pour autant de peuple « colonisé ». Dès lors, lorsque le Royaume-Uni a affirmé le droit à l'autodétermination de cette population britannique transplantée, les autorités britanniques n'ont fait, en réalité, que reconnaître le droit à l'autodétermination d'une partie de la population britannique.

38. Par ailleurs, le Royaume-Uni procède, de manière unilatérale et illégale, à l'exploration et à l'exploitation de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables situées dans ces archipels et ces zones maritimes, qui font l'objet d'une contestation – la position britannique constituant, en l'occurrence, une violation de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale. Dans cette région, le Royaume-Uni procède également à des exercices militaires, tels que le

lancement de missiles à partir du territoire des Malouines : cela constitue non seulement une violation de la résolution précitée, mais aussi un obstacle à l'application intégrale des normes de sécurité maritime fixées par l'Organisation maritime internationale; l'activité militaire britannique dans cette région est également contraire à la politique locale, qui vise à un règlement pacifique du conflit en question. Étant donné que ces activités constituent une violation du droit international et du mandat de la communauté internationale, il s'agit d'un affront non seulement vis-à-vis de l'Argentine, mais aussi de tous les autres pays de la région; dès lors, ce conflit a une dimension véritablement régionale. D'autres régions ont également appelé à la reprise des négociations et demandé qu'il soit mis un terme à la dégradation des ressources naturelles : c'est ce qui ressort des déclarations des organisations et forums régionaux et bi-régionaux, tels que le Groupe de Rio, le MERCOSUR, l'UNASUR, les Sommets ibéro-américains, les Sommets réunissant l'Afrique et l'Amérique du Sud, les Sommets entre les pays arabes et l'Amérique du Sud, ou encore le Groupe des 77 plus la Chine.

39. Le gouvernement argentin n'a pas manqué une seule occasion de réaffirmer sa volonté de négocier – respectant en cela l'obligation de l'Argentine de trouver une issue au conflit; à présent, il incombe au Royaume-Uni de respecter cette même obligation, en tant qu'État Membre des Nations Unies. La question des Malouines est essentielle pour le peuple argentin, mais c'est aussi un test de la détermination de l'Organisation des Nations Unies à cet égard.

40. **M. Parham** (Royaume-Uni) déclare que les relations du gouvernement britannique et des Territoires d'outre-mer du Royaume-Uni sont des relations modernes, fondées sur les principes de partenariat, de partage des valeurs et du droit de chaque territoire concerné de déterminer sa volonté de rester lié ou non au Royaume-Uni. Lorsque tel ou tel peuple souhaite l'indépendance et exprime ce souhait de manière claire et conforme à la loi fondamentale du territoire en question, le gouvernement britannique est résolu à aider ce peuple et ce territoire à acquérir l'indépendance. En revanche, si tel ou tel territoire souhaite maintenir ses liens avec le Royaume-Uni, le gouvernement britannique maintient, pour sa part, son engagement à garantir le développement et la sécurité de ce territoire.

41. Le ministre britannique des Affaires étrangères a rendu publique, récemment, la nouvelle stratégie des autorités britanniques vis-à-vis des Territoires d'outre-mer. La responsabilité fondamentale du gouvernement britannique et son objectif sont d'assurer la sécurité et la bonne gouvernance des territoires en question, tout en reconnaissant leur diversité et en adaptant les politiques à la spécificité de chaque territoire. Le gouvernement britannique poursuit la mission de modernisation de la Constitution de chacun des territoires en question, et considère que la nature des relations constitutionnelles entre le Royaume-Uni et ces territoires est un bon choix : dans toute la mesure du possible, des pouvoirs sont dévolus aux gouvernements élus des territoires ainsi constitués, à condition de préserver et de respecter les pouvoirs « régaliens » de la métropole.

42. Le temps n'est pas à de nouvelles réformes constitutionnelles. Le gouvernement britannique se concentre plutôt sur trois objectifs concrets : le renforcement des relations entre le Royaume-Uni et ses Territoires d'outre-mer; la coopération avec les territoires en question en vue de renforcer leur bonne gouvernance, et d'améliorer la gestion des finances publiques et la planification économique, lorsque cela s'impose; enfin, le renforcement et l'amélioration de l'aide aux territoires d'outre-mer. La mise en œuvre de cette nouvelle stratégie pourra prendre des formes différentes selon le territoire concerné; un processus de consultation publique a été lancé afin d'encourager les Territoires d'outre-mer et d'autres acteurs concernés à apporter leur point de vue au sujet des priorités. Ce processus conduira à la publication, en 2012, d'un « Livre blanc » sur les Territoires d'outre-mer. Les ministres du gouvernement britannique et les dirigeants des territoires s'entrelient régulièrement des questions d'intérêt commun.

43. Le gouvernement britannique a pris l'engagement de laisser chaque territoire gérer ses affaires avec la plus grande autonomie possible – ce qui signifie que les Territoires d'outre-mer doivent assumer leurs responsabilités et veiller à une bonne gouvernance. En cas de non respect des règles d'intégrité et de bonne gouvernance, le Royaume-Uni n'hésite pas à intervenir – comme il l'a fait en 2009, lorsqu'il a suspendu l'administration et la législature des îles Turques et Caïques. Depuis lors, le gouvernement territorial a considérablement progressé dans le sens d'une saine gestion financière, d'une bonne gouvernance et du

développement durable. Le gouvernement britannique a prévu des élections en 2012 – à condition que de nouveaux progrès significatifs aient été accomplis dans un certain nombre de directions spécifiques – notamment la mise en œuvre d'un nouvel ordre constitutionnel pour ce territoire des îles Turques et Caïques. Après de larges consultations, une nouvelle Constitution a été élaborée; elle pourra entrer en vigueur lorsque les conditions d'élections équitables auront été réunies.

44. Enfin, après plusieurs années de négociations entre les élus de Montserrat et des représentants du gouvernement britannique, une nouvelle Constitution est entrée en vigueur dans cette île à la date du 27 septembre 2011.

45. **M. Rosales Díaz** (Nicaragua) déclare que, dans le cadre du mouvement général vers l'élimination totale du colonialisme, la Troisième Décennie de l'élimination du colonialisme revêt une importance toute particulière. L'orateur se félicite des contributions et de l'engagement du Comité spécial dans cette direction, et, notamment, de l'organisation d'un séminaire sur la décolonisation dans les îles caribéennes de Saint-Vincent-et-les Grenadines. Toutes les puissances administrantes devraient coopérer davantage avec le Comité spécial pour prendre ce type d'initiative, et collaborer à l'ensemble des activités du Comité.

46. L'Assemblée générale doit davantage reconnaître la situation coloniale de Porto Rico, et la puissance administrante doit, pour sa part, faciliter le processus d'autodétermination. Porto Rico lutte de longue date contre le colonialisme et en faveur de son indépendance, et constitue aujourd'hui un véritable exemple en matière de lutte contre la militarisation et la course aux armements dans cette région. Huit millions de Portoricains – aussi bien à Porto Rico qu'aux États-Unis – vivent sous le joug colonial, sans pouvoir disposer d'un État souverain qui préserverait leur identité et leur culture, et leur permettrait d'intégrer à part entière la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. La délégation du Nicaragua attend avec intérêt le jour où Porto Rico pourra être un État à part entière, libre, indépendant et Membre des Nations Unies.

47. D'autre part, la souveraineté de l'Argentine sur les Malouines, les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes

est incontestable. La volonté du gouvernement argentin de reprendre les négociations pour régler le différend en question a été reconnue et soutenue par l'ensemble de la communauté internationale. La délégation du Nicaragua condamne les décisions unilatérales et illégales du Royaume-Uni, consistant notamment à entreprendre des essais de lancement de missiles, et à s'approprier certaines ressources renouvelables ou non renouvelables de l'Argentine. Ces actes vont à l'encontre d'un dialogue constructif. M. Rosales Díaz demande au Royaume-Uni de respecter les résolutions pertinentes des Nations Unies et de reprendre les négociations afin de mettre un terme au colonialisme britannique dans cette partie de l'Amérique latine.

48. Par ailleurs, le Nicaragua est solidaire de la lutte du peuple sahraoui dans le sens de l'autodétermination et de l'indépendance; les autorités nicaraguayennes espèrent que les négociations entre les deux parties concernées – à savoir la République arabe sahraouie démocratique et le Maroc – pourront se poursuivre sans conditions préalables, afin que la population du Sahara occidental puisse exercer son droit à l'autodétermination.

49. **M. Rao Wu** (Chine) déclare que des progrès importants ont été accomplis en matière de décolonisation depuis l'adoption, par l'Assemblée générale, de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et depuis la déclaration de la Deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. Cependant, en dépit de l'aide importante accordée par le Comité spécial de la décolonisation aux peuples des territoires non autonomes – notamment l'organisation de référendums sur les dispositions politiques à prendre –, il subsiste à ce jour 16 Territoires non autonomes, où vivent deux millions de personnes; en l'occurrence, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour décoloniser ces territoires.

50. Aux termes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur la décolonisation, il incombe aux États Membres d'aider les populations des territoires non autonomes à exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination. Dans le contexte de la Troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, le délégué chinois espère que le Comité spécial continuera à renforcer ses relations avec les territoires non autonomes et à progresser dans le sens de la décolonisation. M. Rao Wu demande instamment aux puissances administrantes et aux Nations Unies de

coopérer plus étroitement dans ce domaine. La Chine, qui a toujours soutenu les populations des territoires non autonomes dans le sens de l'exercice de leur droit à l'autodétermination, continuera à participer activement aux travaux du Comité spécial, et à coopérer étroitement avec d'autres États Membres afin de parachever le processus de décolonisation défini par la Charte des Nations Unies et dans le cadre de la Déclaration y afférente.

51. **M. Ousseïn** (Comores) déclare que, depuis une trentaine d'années, le Sahara occidental est pris dans un conflit qui oppose des individus appartenant à une même nation et partageant les mêmes valeurs culturelles et religieuses. Le statu quo n'est pas une solution viable ou acceptable, notamment du fait qu'il a permis des activités terroristes et des trafics connexes, qui menacent l'unité, la paix et la sécurité de l'ensemble de cette région. Par conséquent, les parties en présence doivent faire preuve de sagesse et de souplesse pour parvenir à un règlement négocié, protéger la région du terrorisme et de la criminalité organisée, et, enfin, pour édifier un Maghreb uni, fondé sur la réconciliation, la coopération et l'amitié.

52. Dans ce contexte, la proposition d'autonomie avancée par le Maroc, et qualifiée de sérieuse et de crédible par le Conseil de sécurité, dans plusieurs de ses résolutions, offre une solution réaliste, viable et raisonnable à toutes les parties concernées – un règlement qui garantirait l'intégrité nationale et la stabilité dans l'ensemble de cette région. Le délégué des Comores demande à toutes les parties de progresser, sous l'égide des Nations Unies et sur la base de la proposition en question, et d'entamer un dialogue sincère, afin que les efforts de la communauté internationale n'aient pas été vains.

53. **M^{me} Dunlop** (Brésil) réaffirme le soutien de longue date du Brésil vis-à-vis des droits légitimes de l'Argentine dans le conflit de souveraineté concernant les Malouines, et déclare que la délégation brésilienne reconnaît la position constructive du gouvernement argentin en ce qui concerne la reprise de négociations avec le Royaume-Uni; le Brésil déplore que l'on n'ait guère progressé à cet égard. D'autre part, le Brésil soutient la mission de bons offices confiée au Secrétaire général des Nations Unies par l'Assemblée générale.

54. La délégation brésilienne approuve les déclarations d'un certain nombre d'organisations et

forums régionaux et interrégionaux en faveur des droits légitimes de l'Argentine vis-à-vis des Malouines, des îles de Géorgie du Sud, des îles Sandwich du Sud et des zones maritimes environnantes. Il importe tout particulièrement de prendre acte de la Déclaration conjointe signée par les Présidents du Brésil et de l'Argentine, le 31 janvier 2011, à Buenos Aires; cette déclaration confirme les termes de la Déclaration conjointe de San Juan en date du 3 août 2010, qui disait que les activités illégales menées par le Royaume-Uni sur le plateau continental argentin en matière d'hydrocarbures étaient des actes unilatéraux, incompatibles avec les décisions des Nations Unies concernant le conflit des Malouines. M^{me} Dunlop attire également l'attention sur les déclarations des Chefs d'État et de gouvernement de l'UNASUR, les 12 octobre et 26 novembre 2010 – déclarations concernant respectivement les activités militaires unilatérales illégales du Royaume-Uni et les activités relatives aux hydrocarbures également menées par le gouvernement britannique. Enfin, la déléguée brésilienne prend acte de la Déclaration sur la question des Malouines adoptée le 7 juin 2011 à la quarante et unième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, à San Salvador, et de la Déclaration du 25 septembre 2011 adoptée à la Réunion des ministres des Affaires étrangères du Groupe des 77 plus la Chine : pour la première fois, les participants à ces réunions ont demandé au Royaume-Uni de se conformer aux exigences de la communauté internationale, et de reprendre les négociations sur la question des Malouines.

55. **M. Alia** (Bénin) déclare que sa délégation s'associe aux observations de tous les précédents orateurs.

56. **M^{me} Allum** (Royaume-Uni), prenant la parole au titre du droit de réponse aux observations formulées par les représentants de l'Argentine, du Chili, de l'Uruguay, du Nicaragua et du Brésil au sujet de la souveraineté vis-à-vis des îles Falkland, des îles de Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud, déclare que le Royaume-Uni n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur ces territoires, et qu'il ne pourra y avoir de négociations sur le sujet que si les habitants de ces territoires en exprimaient le souhait.

57. Les représentants des îles Falkland, élus démocratiquement, ont de nouveau exprimé leur point de vue de manière très claire lors de la toute dernière session du Comité spécial de la décolonisation : ils ont

alors affirmé leur droit à l'autodétermination, en tant que descendants des premiers colons, qui se sont installés dans ces îles il y a plus de 178 ans, à une époque où il n'y avait pas de population indigène, et où, par conséquent, il n'y a eu aucun déplacement de population. Les élus des îles Falkland ont également déploré les mesures adoptées par la République d'Argentine – mesures qui visent à limiter à la fois leurs possibilités de déplacement à l'intérieur du territoire et leur accès au libre-échange.

58. Le gouvernement des îles Falkland est autorisé à développer l'industrie de la pêche et une industrie des hydrocarbures dans la limite des eaux territoriales – et ce, conformément au paragraphe 2 de l'article 1^{er} du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, le Royaume-Uni a une activité militaire défensive dans l'Atlantique Sud depuis plus de 29 ans – ce qui englobe des manœuvres militaires de routine. Le Royaume-Uni maintient son engagement en ce qui concerne la protection des droits de la population des îles Falkland, qui doit pouvoir déterminer elle-même son avenir politique, économique et social.

59. **M. Limeres** (Argentine), prenant la parole au titre du droit de réponse aux observations de la représentante du Royaume-Uni, déclare que le gouvernement argentin considère que les Malouines, les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du sud et les zones maritimes environnantes font partie intégrante du territoire argentin; l'Argentine souligne également que, du fait d'une occupation illégale de ces îles par les autorités britanniques, ces territoires font actuellement l'objet d'un conflit de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni, comme cela a été reconnu à plusieurs reprises dans le cadre de résolutions successives de l'Assemblée générale des Nations Unies – toutes ces résolutions demandant instamment aux deux pays de reprendre les négociations afin de régler le conflit de manière pacifique et durable. Le Comité spécial de la décolonisation a également publié plusieurs déclarations sur le sujet – le texte le plus récent étant la résolution adoptée le 21 juin 2011. L'Assemblée générale de l'Organisation des États américains a également adopté une nouvelle déclaration au sujet des Malouines – déclaration datant du 7 juin 2011, et très semblable aux autres textes précités.

60. Le délégué argentin ajoute que l'on doit déplorer que le gouvernement britannique tente de déformer la vérité historique pour occulter l'acte d'usurpation

commis par le Royaume-Uni en 1833 – fait qui a donné lieu à de nombreuses contestations de la part de l'Argentine. M. Limeres rappelle que les gouvernements argentin et britannique se sont engagés à régler ce conflit de manière pacifique, en accord avec la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale. Le Royaume-Uni doit respecter cet engagement et reprendre immédiatement les négociations avec l'Argentine. Ce faisant, le gouvernement britannique agirait de manière responsable et conformément à la loi, comme il le demande au reste de la communauté internationale.

61. Le principe d'autodétermination – seul fondement de la revendication britannique – ne s'applique pas au conflit de souveraineté qui oppose les deux pays. De plus, il faut déplorer le fait que le gouvernement britannique continue, de manière irresponsable, à donner de faux espoirs aux habitants des Malouines en s'appropriant illégalement des ressources naturelles qui sont la propriété de l'Argentine – ce qui constitue une violation du droit international et des prises de position des instances internationales. Dans ce contexte, les intérêts et le mode de vie de la population des Malouines sont tout à fait protégés par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et par la Constitution de la République d'Argentine. L'Argentine réaffirme ses droits légitimes et souverains concernant les Malouines, les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes.

Demandes d'audition

62. **La Présidente** appelle l'attention sur 74 demandes d'audition dans le cadre du point 60 de l'ordre du jour : l'une de ces demandes se réfère à la Déclaration sur la décolonisation (A/C.4/66/6), tandis que les autres demandes concernent respectivement Gibraltar (A/C.4/66/2), Guam (A/C.4/66/3), les îles Turques et Caïques (A/C.4/66/4), les îles Vierges américaines (A/C.4/66/5) et le Sahara occidental (A/C.4/66/7). La Présidente croit comprendre que la Commission souhaite recevoir ces demandes.

63. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 15.